

# CETA, TAFTA, MERCOSUR...

*FINISSONS-EN AVEC CES ACCORDS CLIMATICIDES*



## EN BREF

TAFTA, CETA, UE-Mercosur, JEFTA, TISA... autant d'acronymes qui cachent une forêt d'accords de libre-échange mettant en concurrence les salarié·e·s, les territoires et les choix de société, sacrifiant chaque jour un peu plus l'environnement et la santé, pour le profit de quelques multinationales. Nous avons gagné la bataille de l'opinion (2 000 collectivités locales et 3,2 millions de citoyen·ne·s européen·ne·s se sont engagé·e·s contre le TAFTA et le CETA), mais l'alliance des conservateur·trice·s, des libéraux·ales et des sociaux·les démocrates au Parlement européen entretient cette folie.



[europeecologie.eu](http://europeecologie.eu)  
 [@euroecolos](https://twitter.com/euroecolos)

La Commission européenne, les gouvernements et trop de député·e·s européens n'ont à l'évidence tiré aucune leçon du Brexit, ni de la montée des extrêmes droites et des replis nationalistes partout en Europe. La mise en concurrence mondiale des salarié·e·s, des consommateur·trice·s, des territoires, des choix de société au profit de quelques multinationales et de puissants lobbies précarise de plus en plus de nos concitoyen·ne·s et alimente les replis identitaires, même les plus moisis. Les Européen·ne·s ont besoin d'une Europe qui les protège, qui protège leurs droits sociaux, leur environnement, leur santé comme leur capacité démocratique à en décider. Avec le JEFTA, comme avec le TAFTA/TTIP, le CETA, le TISA ou encore l'accord UE-MERCOSUR, elle les expose à toujours plus de dumping et de dérégulation. Cette Europe de l'opacité, qui décide sans les citoyen·ne·s, contre les citoyen·ne·s, est détestable. C'est l'ensemble du projet européen qui est avili.

Dans tous ces accords, nous retrouvons des dispositions qui donnent toujours plus de pouvoirs aux multinationales au détriment de l'exercice de la démocratie. À portée de canons des firmes multinationales qui, dans le CETA par exemple pourront attaquer les États devant des tribunaux d'arbitrage lorsque nos protections dérangent leurs profits.

**La France et l'Europe ne sont pas à la hauteur de l'objectif fixé par l'accord de Paris. En défendant des accords de libre-échange avec le Canada (CETA) ou le Mercosur, les dirigeant·e·s européen·ne·s génèrent plus de gaz de schiste, plus de sables bitumeux, la déforestation de l'Amazonie, la mondialisation de la malbouffe et de la souffrance animale, la disparition des paysan·ne·s, l'emballage climatique**

Le Ceta, c'est l'importation de gaz de schiste et de carburant issu des sables bitumineux, les pétroles les plus polluants. Ce sont des dizaines de milliers de tonnes de bœuf et de porc, élevés dans des conditions abominables et shootés aux antibiotiques pour engraisser plus vite, qui viendront tuer un peu plus nos éleveur·euse·s. Ce sont les risques sanitaires et environnementaux liés aux OGM et aux perturbateurs endocriniens. C'est encore la destruction de 200 000 emplois en Europe (45 000 en France) selon une étude indépendante américaine.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement français, avec d'autres, soutient l'accord de libre-échange avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay). Le Mercosur ce sont d'autres dizaines de milliers de tonnes de viande de bœuf et de poulet, élevés dans des conditions environnementales et sanitaires effroyables, qui débarqueront en Europe et achèveront nos éleveur·euse·s de qualité qui auront survécu au Ceta. Ajoutons que chaque tonne de bœuf exportée par le Brésil se fait en partie par

la coupe de la forêt amazonienne, premier poumon de la planète : l'élevage de bétail est aujourd'hui responsable de 80 % de la déforestation de l'Amazonie brésilienne, qui abrite 40 % des forêts humides restantes dans le monde.

Si nous voulons que l'Europe porte un projet global de coopération, de solidarité et de gestion des biens communs planétaires, commençons par demander un moratoire immédiat sur les négociations et les accords en cours, le temps nécessaire de l'organisation d'un débat démocratique sur la co-construction, avec les citoyen·ne·s, avec les salarié·e·s, avec les associations de consommateur·trice·s, les syndicats, les entreprises d'une politique commerciale européenne démocratique, transparente, juste et qui se fonde sur le respect de l'Accord de Paris, des engagements environnementaux internationaux de l'UE et le respect des normes de l'Organisation Internationale du Travail.